

Document

Les États-Uniens, prisonniers de leurs mensonges 11-Septembre : George Bush vous a-t-il dit la vérité ?

(par Thierry Meyssan - <http://www.voltairenet.org/fr>)

20 septembre 2009

Huit ans après les attentats du 11-Septembre, Thierry Meyssan —qui avait initié la contestation mondiale sur la validité de la version bushienne des événements— récapitule l'état du débat pour le nouveau magazine russe Odnako.

Le dissident français dénonce le « rideau de fer » hermétique qui sépare les peuples de l'OTAN du reste du monde. Soumis à un matraquage médiatique, ils ignorent tout des débats qui se développent hors de l'Occident et continuent de croire que la contestation du 11-Septembre est limitée à quelques associations activistes.

Thierry Meyssan s'interroge aussi sur la naïveté des Occidentaux qui croient à un scénario infantile de comics américain selon lequel une vingtaine de fanatiques aurait pu blesser au cœur le plus grand empire militaire du monde.

Fait divers ou événement historique ?

Le 7 octobre 2001, les ambassadeurs des États-Unis et du Royaume-Uni informent par courrier le Conseil de sécurité des Nations Unies que leurs troupes sont entrées en Afghanistan en vertu de leur droit à la légitime défense après les attentats qui avaient endeuillé l'Amérique, un mois plus tôt. L'ambassadeur John Negroponte précise dans sa missive : « Mon gouvernement a obtenu des informations claires et indiscutables que l'organisation Al-Qaeda, qui est soutenue par le régime taliban en Afghanistan, a joué un rôle central dans les attaques ».

Le 29 juin 2002, le président Bush révèle au cours de son « discours annuel sur l'état de l'Union » que l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord soutiennent en sous-main les terroristes car ils ont conclu un pacte secret pour détruire les États-Unis : « l'Axe du Mal ». Certes, ces trois « États voyous » se montrent prudents depuis que Washington a écrasé les taliban, mais ils n'ont pas renoncé à leurs intentions.

Le 11 février 2003, le secrétaire d'État Colin Powell intoxique la « communauté internationale » pour justifier l'invasion de l'Irak. Il affirme au Conseil de sécurité que Saddam Hussein abrite un chef d'Al-Qaida, Abou al-Zarkaoui, et une usine d'armes chimiques. Les accusations se font plus précises le 11 février 2003. Ce jour-là, le secrétaire d'État US Colin Powell expose en personne devant le Conseil de sécurité le soutien apporté par l'Irak aux responsables des attentats. Après avoir brandi une fiole sensée contenir un concentré d'anthrax en poudre capable de dévaster un continent entier, il montre une photo satellite de la base installée par al-Qaeda au nord de l'Irak, incluant une usine de fabrication de poisons. Puis, organigramme à l'appui, il détaille le dispositif des terroristes à Bagdad sous le commandement d'Abou Al-Zarkaoui. Sur la base de ces informations « claires et indiscutables », les troupes des États-Unis et du Royaume-Uni, assistées de celles du Canada de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, entrent en Irak, toujours en vertu de leur droit à la légitime défense suite aux attentats du 11-Septembre.

L'argument du 11-Septembre est si commode, que le 15 octobre 2003, alors qu'une pluie de bombes s'abat sur les Bagdadis, le Congrès des États-Unis place à son tour la Syrie en accusation pour son soutien au « terrorisme international » et accorde au président Bush le droit d'entrer en guerre contre elle lorsqu'il le jugera nécessaire. Toutefois, la Syrie n'est destinée qu'à être le « hors d'œuvre » du festin qui s'annonce et dont l'Iran sera le plat principal. En juillet 2004, la Commission présidentielle sur les attentats rend son rapport final. Au dernier moment, elle y ajoute deux pages de révélations sur les liens entre l'Iran et Al-Qaeda. Le régime chiite entretient depuis longtemps des liens avec les terroristes sunnites, les laisse librement circuler sur son territoire et leur a offert des infrastructures au Soudan. Sur cette base, une nouvelle guerre paraît inéluctable. Ce scénario tiendra la presse internationale en haleine durant deux ans.

Seulement voilà : huit ans après les attentats du 11-Septembre, les « preuves claires et indiscutables » de la culpabilité d'Al-Qaeda n'ont toujours pas été transmises par les États-Unis au Conseil de sécurité des Nations-Unies, qui d'ailleurs a oublié de les exiger. Pis, plus personne ne considère Al-Qaeda comme une organisation structurée, mais on en parle désormais comme d'une vague et impalpable « mouvance » ; la plus grande armée du monde n'a toujours pas retrouvé Oussama ben Laden et la CIA a dissous la cellule chargée de sa traque ; le pacte secret entre l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord apparaît comme un conte à dormir debout et plus personne n'ose évoquer d'Axe du Mal ; l'ex-secrétaire d'État Colin Powell a admis publiquement que les informations qu'il a présenté au Conseil de sécurité étaient des balivernes ; enfin l'état-major US ne cesse de solliciter l'aide bilatérale de la Syrie et de l'Iran pour gérer le borborygme irakien. Pourtant, le « diplomatiquement correct » exige que tout le monde continue à faire comme si les choses étaient limpides, comme si un illuminé barbu, terré dans une grotte en Afghanistan, avait pu blesser au cœur le plus grand empire de l'Histoire et échapper à sa vengeance.

Tout le monde ? Pas tout à fait. En premier lieu les dirigeants des États concernés, en Afghanistan, Irak, Syrie, Iran et Corée du Nord ne se sont pas contentés de démentir toute responsabilité dans les attentats, ils ont explicitement accusé le complexe militaro-industriel US de les avoir lui-même organisés et d'avoir délibérément assassiné 3 000 de ses concitoyens. En second lieu, les dirigeants d'États en froid avec Washington, comme le Venezuela et Cuba, ne se sont pas gênés pour ridiculiser la version bushienne de ces événements. Enfin, les dirigeants des États qui entendent conserver de bonnes relations avec Washington sans pour autant avaler stoïquement tous ses mensonges ont affirmé que les attaques de l'Afghanistan et de l'Irak n'ont pas de base juridique, tout en s'abstenant de se prononcer sur les attentats eux-mêmes. C'est le cas de pays aussi divers que les Émirats arabes unis, la Malaisie, la Fédération de Russie, et maintenant le Japon. On le voit, la liste des États sceptiques n'a rien à voir avec un clivage pro ou anti-US, mais avec l'idée que chacun se fait de sa souveraineté et des moyens dont il dispose pour l'affirmer.

Le 11 janvier 2008, la Commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Chambre haute du Japon refuse d'envoyer de nouvelles troupes en Afghanistan après que le conseiller Yukihisa Fujita ait dénoncé les mensonges US du 11-Septembre. Que s'est-il donc passé le 11-Septembre ? Les journalistes n'étant pas astreints à la même réserve que les diplomates, nous allons vous le révéler.

Gros budget hollywoodien, mais scénario bâclé

Selon la version officielle, un islamiste diabolique, Oussama Ben Laden, qui reproche aux « infidèles » états-uniens d'avoir souillé le sol sacré d'Arabie saoudite en y installant des bases militaires, organise une opération terroriste de très grande envergure, avec des moyens matériels insignifiants, mais en recourant à un commando de 19 fanatiques.

Il réside dans une grotte aménagée, digne des films de James Bond. Il infiltre ses kamikazes aux États-Unis, comme dans le film de Chuck Norris à l'intrigue et au titre prémonitoires Ground Zero.

Quatre d'entre eux suivent une formation dans un club d'aviation. Ils négligent les cours sur le décollage et l'atterrissage pour se concentrer exclusivement sur la direction des appareils en vol. Le jour dit, divisés en quatre équipes, les fanatiques détournent des avions de ligne en menaçant d'égorger les hôtesses de l'air avec des cutters à moquette.

À 8h29, American Airlines reçoit un appel radio se présentant comme émanant du personnel de bord du vol 11 (Boston-Los Angeles) informant du détournement par des pirates de l'air. La procédure officielle prévoit la notification immédiate par l'aviation civile à la Défense et le décollage de chasseurs-intercepteurs dans un délai maximal de 8 minutes. Mais lorsque 17 minutes plus tard a lieu le premier impact sur le WTC, les chasseurs n'ont toujours pas décollé.

À 8h47 le transpondeur du vol United Airlines 175 (également Boston-Los Angeles) est coupé. Son identification minéralogique disparaît des écrans radars civils où il n'est plus observable que comme un point. Cette opération donne l'alerte, sans qu'à ce stade l'aviation civile puisse savoir s'il s'agit d'une avarie ou d'un détournement. Pourtant lorsque a lieu le second impact à 9h03, aucun chasseur n'a encore été envoyé pour établir un contact visuel.

À 8h46, un Boeing 757 s'écrase sur la tour nord du WTC. L'avion percute le centre millimétrique de la façade. Sachant qu'elle fait 63 mètres de large et que sa vitesse est supérieure à 700 km/h, la précision de la manœuvre se joue à 3 dixièmes de secondes ; un exploit dont très peu de pilotes de chasse sont capables, mais qui aurait été réalisé par un apprenti-pilote. Le même exploit est réalisé une seconde fois à 9h03 avec un autre Boeing 757 sur la tour sud, qui plus est, dans le sens contraire du vent cette fois.

Au moment exact du second impact, un missile traverse le champ de vision de la caméra de la chaîne New York One. Il est tiré par un aéronef masqué par la fumée de l'impact et se dirige en diagonale vers le sol. On n'entendra plus jamais parler de ces images incongrues.

Les premiers témoins déclarent que les deux aéronefs qui ont percuté les tours sont des avions cargo sans fenêtre, mais les appareils sont plus tard assimilés aux vols réguliers AA11 et UA175. On ne dispose que d'une vidéo du premier impact, mais de six du second impact. Aucun agrandissement ne permet d'observer des hublots.

Par contre, les agrandissements permettent d'observer un objet sombre accroché sous chaque carlingue. La vision image par image des vidéos fait apparaître deux éclairs lumineux provenant des points d'impact juste avant que les appareils ne percutent les gratte-ciel. Les avions ne s'écrasent pas sur les façades, mais ils s'engouffrent à l'intérieur des bâtiments et y disparaissent totalement, les façades et les piliers intérieurs n'exerçant aucune résistance.

À 8h54, le vol American Airlines 77 (Washington DC-Los Angeles) modifie son trajet sans autorisation tandis que son transpondeur cesse d'émettre. Les radars civils perdent sa trace.

À 9h25, conscient d'un événement majeur, le centre de commandement de Herndon interdit le décollage de tout nouvel avion civil sur le territoire des États-Unis et ordonne à tous les avions civils en vol d'atterrir. Les vols transatlantiques sont déroutés vers le Canada. De son côté, le Port de New York ferme tous les ponts et tunnels reliant Manhattan.

Au même moment débute une vidéo-conférence de crise présidée par le conseiller anti-terroriste de la présidence, Richard Clarke. Elle réunit la Maison-Blanche, les départements d'État, de la Justice et de la Défense. L'aviation civile et la CIA s'y joignent.

La journaliste vedette de Fox News, Barbara Olson, se trouve à bord du vol AA77. Avec son portable, elle téléphone à son mari, Theodore Olson, qui fut l'avocat de George W. Bush devant la Cour suprême et qui est devenu procureur général des États-Unis. Elle lui raconte comment des pirates de l'air viennent de détourner l'avion et échange d'ultimes mots d'amour avec lui.

À 9h30, l'aviation civile déclare le vol AA77 manquant. Il se serait écrasé dans une réserve naturelle en Virginie occidentale sans jamais rencontrer de chasseurs de l'US Air Force.

Cependant, au même moment, un appareil non identifié, ayant les caractéristiques de vitesse et de maniabilité d'un aéronef militaire, est observé par les radars civils de l'aéroport de Dulles-Washington. L'engin pénètre dans l'espace aérien protégé du Pentagone. Les batteries automatiques de contre-missiles qui protègent le bâtiment ne réagissent pas. Après avoir opéré un virage à angle droit pour contourner un échangeur routier, l'engin pénètre dans le Pentagone, perfore le blindage de six murs d'enceinte et explose, tuant 125 personnes. Les témoins décrivent un missile. Les horloges du bâtiment restent figées, indiquant 9h31.

Un quart d'heure plus tard, la partie endommagée du bâtiment s'effondre. Présent sur le lieu de l'attentat, le correspondant de CNN témoigne qu'il n'y a aucune trace d'avion sur place. Puis CNN montre le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld aidant personnellement les secouristes à évacuer un blessé en portant une civière. Peu après, il indiquera à ses collaborateurs être entré dans le bâtiment en flammes et y avoir vu l'épave d'un Boeing. Le missile sera donc assimilé au vol AA77 manquant.

Le secrétaire à la Défense des États-Unis, Donald Rumsfeld, déserte son poste pour aller porter secours aux victimes (document CNN, M. Rumsfeld est au centre en complet veston, aidant à porter une civière). La Maison-Blanche reçoit un appel anonyme utilisant les codes de transmission ultra-secrets de la présidence des États-Unis. Le correspondant déclare parler au nom des assaillants. Il indique que la Maison-Blanche sera la prochaine cible.

À 9h35, Richard Clarke active le programme de continuité du gouvernement. Le président Bush, qui était en visite politique dans une école élémentaire de Floride, interrompt son programme et rejoint l'avion présidentiel, Air Force One. De son côté, le vice-président Cheney est emmené dans le bunker anti-atomique de la Maison-Blanche. Tous les parlementaires et ministres sont contactés pour être mis à l'abri dans des bunkers prévus à cet effet.

À 9h42, la chaîne ABC diffuse en direct des images du feu qui ravage deux étages de l'annexe de la Maison-Blanche abritant les bureaux des collaborateurs du président Bush et du vice-président Cheney. Les autorités ne donneront jamais la moindre explication de cet incendie qui a depuis disparu de la mémoire collective. Des équipes armées de lance-roquettes sont déployées autour des bâtiments de la présidence pour prévenir tout débarquement de troupes aéroportées. Tout se passe comme si l'on craint un coup d'État militaire.

À 9h24, l'aviation civile reçoit un message de l'équipage du vol United Airlines 93 (Newark-San Francisco) l'informant d'une intrusion dans le cockpit. La communication étant vite interrompue et le transpondeur cessant d'émettre, le vol est considéré comme détourné. À 10h03, le Boeing disparaît des écrans civils. Il aurait explosé en vol ou se serait écrasé en Pennsylvanie. Sur place on relève un grand cratère vide et des débris éparpillés sur plusieurs kilomètres.

Donnant une conférence de presse tout en marchant dans les rues de Manhattan, le maire de New York Rudy Giuliani évoque un possible effondrement des tours jumelles et demande de les évacuer.

À 9h58, une explosion survient à la base de la tour sud du WTC et dégage un immense nuage de poussière. Puis de plus petites explosions détonnent dans le bâtiment de haut en bas, dégageant latéralement de petits nuages de poussière. En dix secondes, le bâtiment s'effondre sur lui-même noyant tout Manhattan sous la poussière.

Les bâtiments des Nations Unies à New York et ceux des ministères à Washington sont évacués. On craint qu'ils soient les prochaines cibles.

À 10h28, la tour nord du WTC s'effondre selon le même schéma.

L'État d'Israël ordonne la fermeture de toutes ses missions diplomatiques dans le monde (10h54).

Vers 11h00, l'ordre d'évacuation d'un autre bâtiment du WTC, la tour n°7, est donné. Ce gratte-ciel n'a pas été touché par les avions et pendant longtemps les autorités ne lient pas son effondrement aux attentats, au point qu'il ne sera pas même évoqué dans le rapport final de la Commission présidentielle.

À 13h04, les chaînes de télévision diffusent un court message enregistré du président Bush. Il garantit à ses concitoyens que la continuité du gouvernement est assurée et que le pays sera défendu.

À 13h30, l'état d'urgence est proclamé à Washington DC, tandis que le Pentagone place deux porte-avions et leurs flottes en état d'alerte maximum pour prévenir un débarquement naval ennemi au large de Washington. Les États-Unis se pensent en situation de guerre.

À 16h00, CNN confirme que les autorités US ont identifié le Saoudien Oussama ben Laden comme étant le commanditaire des attentats. Il ne s'agit donc ni d'un coup d'État, ni de la Troisième Guerre mondiale.

À 17h21, la tour n°7 du WTC s'effondre selon le même schéma que les tours jumelles, mais en 6 secondes et demi car elle est moins haute.

À 18h42, Donald Rumsfeld donne une conférence de presse au Pentagone, encadré par les leaders républicains et démocrates de la Commission sénatoriale de la Défense. Ensemble, ils réaffirment l'unité nationale dans ce moment tragique.

Le soir du 11 septembre, les dégâts sont très difficiles à évaluer. On évoque 40 000 morts. À 20h30, le président Bush s'adresse à la nation depuis la Maison-Blanche. Il assure que la menace est écartée et que « l'Amérique » fera front à ses ennemis. Les tambours de la guerre commencent à résonner.

La destruction contrôlée du World Trade Center

Tous ces événements suscitent une forte angoisse et se succèdent trop rapidement pour qu'on puisse à chaud en questionner la cohérence. Nous allons revenir sur les principaux points troubles. Pour commencer : pourquoi les tours jumelles et la tour 7 du WTC se sont-elles effondrées ?

Plus que le choc des avions sur les tours jumelles, c'est la combustion de leur kérosène qui aurait fragilisé les colonnes métalliques des tours jumelles et provoqué leur effondrement, affirment les experts du NIST (Institut national des normes et des techniques). Et c'est la contagion de l'incendie à la tour n°7 qui aurait provoqué ce troisième effondrement, ajoutent-ils.

Or, cette théorie fait sourire les professionnels : les tours jumelles étaient conçues pour résister au choc d'un avion de ligne ; le feu de kérosène n'a atteint une température comprise entre 700 et 900° Celsius, alors que l'acier doit être porté à 1538° pour fondre ; de nombreux gratte-ciel ont été dévastés par des incendies dans le monde, aucun ne s'est jamais effondré ; les trois tours ne sont pas tombées sur le côté, mais exactement à la verticale ; enfin et surtout la vitesse d'effondrement est celle de la chute libre, c'est-à-dire que l'étage supérieur n'a rencontré aucune résistance en tombant sur le sol, chaque étage inférieur s'étant dérobé sous lui avant qu'il ne puisse y exercer de pression.

Les pompiers de New York sont formels : ils ont entendu et vu une série d'explosion détruisant les buildings de haut en bas. Ces témoignages sont corroborés par les vidéos et les bandes sonores.

En définitive, Niels Harrit, professeur de chimie et physique à l'université de Copenhague, a publié dans le très sérieux Open Chemical Physics Journal une étude montrant la présence à Ground Zero de particules d'un explosif militaire, la nanothermite.

Les explosifs ont été placés par des professionnels de telle sorte qu'ils ont d'abord coupé la base des colonnes métalliques, puis qu'ils les ont détruites étage par étage de haut en bas. Sur les photos prises dans les jours suivants, on voit que les colonnes métalliques ont été sectionnées en biais de manière très propre et n'ont aucunement été déformées par la chaleur.

Contrairement à la procédure d'investigation judiciaire, les morceaux des colonnes métalliques n'ont pas été conservés pour expertise. Ils ont rapidement été déblayés par l'entreprise de ferrailage de Carmino Agnello, le parrain du clan mafieux des Gambino, puis revendus sur le marché chinois.

Concernant la tour n°7, le promoteur immobilier locataire du WTC, Larry Silverstein, a indiqué dans une interview télévisée qu'il avait été avisé de sa chute possible et qu'il avait autorisé sa démolition. M. Silverstein s'est rétracté depuis, mais la vidéo de sa déclaration demeure.

La tour n°7 abritait divers services administratifs, dont le PC de crise de la mairie de New York et la principale base de la CIA en dehors du siège de Langley. Cette base, initialement installée pour espionner les missions étrangères à l'ONU, s'était spécialisée sous la présidence Clinton dans l'espionnage économique des grandes sociétés de Manhattan. Dans l'hypothèse où l'opération du 11-Septembre aurait été commandée depuis ce site, sa destruction a définitivement éliminé toute preuve matérielle de la conspiration.

Un mois et demi avant les attentats, Larry Silverstein, trésorier des campagnes électorales de Benjamin Netanyahu, avait fait une mauvaise affaire en louant le WTC alors que les immeubles isolés à l'amiante ne correspondaient plus aux normes légales. Il a par contre eu un pressentiment bénéfique en souscrivant une police d'assurance originale prévoyant une prime en cas d'attentat terroriste, calculée non en fonction du seul préjudice, mais par attaque. Ainsi, considérant qu'il y avait eu deux attaques avec deux avions différents, il a réclamé et finalement obtenu un double dédommagement, soit 4,5 milliards de dollars.

Quoi qu'il en soit, l'installation de la nano-thermite dans les tours jumelles et la tour n°7 suppose des calculs complexes et une pose durant plusieurs jours, donc préalablement au 11 septembre. Cela ne peut être entrepris à l'insu des équipes de gardiennage du WTC.

La sécurité du WTC avait été déléguée par le promoteur Larry Silverstein à la société Securacom, dirigée par Marvin Bush, frère du président.

3 000 victimes

Le soir du 11 septembre, la mairie de New York évoquait un bilan possible de 40 000 morts et commandait en fonction de cette évaluation les matériels nécessaires à ses morgues. À l'issue de très nombreuses révisions, le bilan a heureusement été réduit à moins de 2 200 victimes civiles et 400 victimes parmi les personnels de secours. Parmi les morts, aucun des grands patrons ayant leur bureau dans les prestigieuses tours et, en définitive, bien plus de personnel de maintenance que d'employés de bureau. Comment ce miracle s'explique-t-il ?

Vers 7h du matin, les employés de la firme Odigo ont reçu un SMS les avertissant qu'un attentat aurait lieu ce jour au WTC et qu'ils ne devaient donc pas se rendre à leur bureau situé face au WTC. Odigo est une petite société israélienne, leader en matière de messagerie électronique, étroitement liée à la famille Netanyahu et à Aman, le service de renseignement militaire israélien.

Le financier Warren Buffett a sauvé la vie des grands patrons du World Trade Center, le 11 septembre 2001, en les recevant au matin sur la base militaire d'Offutt. Ils furent rejoints l'après-midi par le président Bush. Buffett est devenu l'homme d'affaire le plus riche du monde. Vers 8h, le financier Warren Buffett organisait dans son fief du Nebraska son petit déjeuner annuel de charité. Pour la première fois, il y avait invité systématiquement tous les grands patrons ayant un bureau dans les tours jumelles. Également pour la première fois, il n'avait pas reçu ses invités dans un grand hôtel, mais sur la base militaire aérienne d'Offutt, siège du commandement de la force de dissuasion nucléaire. Les philanthropes étaient arrivés la veille sur

place en avion et avaient dormi dans la base. Ils avaient été informés au cours du petit déjeuner qu'un avion avait accidentellement heurté la tour nord du WTC, puis qu'un second appareil avait touché la tour sud. Ils comprirent alors qu'il ne s'agissait pas d'accidents, mais d'attentats, d'autant que le commandant de la base, le général Gregory Power, les quitta immédiatement pour rejoindre son PC de crise. L'espace aérien US ayant été bientôt fermé, les invités ne purent retourner à New York et restèrent dans la base.

Après le 11-Septembre, le financier Warren Buffett est devenu l'homme d'affaire le plus riche du monde en alternance avec son ami Bill Gates. Il a mené campagne pour Barack Obama, mais a refusé de devenir son secrétaire au Trésor.

En début d'après-midi, Air Force One atterrit à son tour sur la base militaire aérienne d'Offutt. Le président Bush rejoignit le PC de crise d'où il participa à la vidéo-conférence avec la Maison-Blanche et les diverses agences concernées. Il y enregistra aussi sa première intervention télévisée.

Dans les minutes qui suivirent le premier impact, les services d'urgence de la FEMA (agence de gestion des situations de catastrophe) se déployèrent sur le site. Par un heureux hasard, ils étaient arrivés la veille à New York et s'apprêtaient à conduire le lendemain au WTC un exercice de simulation d'attaque biologique ou chimique. Tous les services d'urgence furent donc immédiatement actifs, sauvant de nombreuses vies. La FEMA était dirigée par Joe Allbaugh, trésorier de la campagne électorale de George W. Bush et futur responsable des appels d'offre publics en Irak occupé.

Le missile du Pentagone

Les batteries automatiques de contre-missiles du Pentagone n'ont pas réagi à l'entrée d'un aéronef dans l'espace aérien sécurisé. Ceci peut s'expliquer de deux manières : soit elles étaient débranchées laissant le bâtiment sans défense, soit elles ont été inhibées par un code ami. Il existe en effet un code de reconnaissance qui permet aux hélicoptères du ministre et de l'état-major de pénétrer dans la zone sans risque.

Pour contourner un échangeur routier, l'aéronef a fait un virage à angle presque droit, puis il est allé percer le Pentagone dans l'aile la plus éloignée des bureaux du ministre. La zone atteinte était destinée à deux affectations. D'une part des bureaux en cours de réfection pour l'état-major de la Marine et d'autre part des bureaux affectés au contrôleur financier général. Des personnels principalement civils y menaient une enquête sur le détournement de fonds du siècle dans le budget de la Défense. Ceci explique à la fois qu'il n'y ait pas eu d'officier supérieur parmi les victimes et que l'enquête sur les détournements de fonds ait été annulée faute d'archives pour la continuer.

Le missile a percé les murs blindés d'enceinte successifs et a explosé avec une extraordinaire violence dans le bâtiment. La chaleur était si intense que les pompiers ont utilisé des combinaisons amiantées pour s'avancer dans le feu. Ils l'ont combattu avec de l'eau, le fluide qui absorbe la plus forte chaleur massique. Ils n'ont pas eu recours aux retardateurs que l'on utilise pour éteindre les feux de kérosène et ont affirmé ne pas avoir vu quoi que ce soit qui évoque un avion ou du kérosène. Au demeurant et contrairement à son témoignage, une personne habillée en complet veston comme le secrétaire Rumsfeld ne pouvait s'approcher du cœur de l'incendie.

Par la suite, les autorités ont elles-mêmes détruit et reconstruit toute l'aile endommagée. Les gravats ont été déblayés par une entreprise spécialisée qui les a vitrifiés. Cette technique coûteuse est utilisée pour stabiliser des déchets contenant des particules radioactives. Selon toute vraisemblance, le missile était recouvert d'uranium appauvri pour percer le béton et le kevlar ; il contenait une charge creuse pour provoquer une brève explosion à très haute température.

Comme on le voit parfaitement sur les photos prises immédiatement après l'impact, le missile est entré dans le bâtiment sans endommager la façade. Il volait à ras-le-sol et est passé par une porte habituellement utilisée par des voitures de livraison. Il n'a pas abîmé les chambranles.

Les alentours du Pentagone sont surveillés notamment au moyen de caméras. L'aéronef a dû passer dans le champ de vision de plus de 80 d'entre elles. Les autorités ont refusé de rendre ces vidéos publiques et se sont contentées de quelques photos qui montrent l'explosion, mais pas l'aéronef.

La pelouse du Pentagone n'a pas été endommagée non plus. L'explosion a pulvérisé les voitures stationnées sur le parking et deux hélicoptères stationnés sur l'héliport. On a retrouvé quantité de débris métalliques, mais aucun ne correspondant à un Boeing, pas même des réacteurs. Les autorités ont fait grand usage d'une photo officielle montrant un débris d'environ 90 cm de long et portant d'un côté la trace d'une peinture spéciale utilisée en aéronautique et, de l'autre, peinte en rouge, blanc et bleu. Précisément au vu de cette décoration, les amateurs de puzzle constatent qu'elle ne correspond pas à une pièce de Boeing peint aux couleurs d'American Airlines. Il s'agit pourtant bien d'une pièce aéronautique. Elle provient probablement d'un des deux hélicoptères détruits.

Pour créditer la théorie du vol 77, le médecin général du secrétariat à la Défense a authentifié les restes humains des passagers du Boeing dans les décombres du Pentagone. Des urnes funéraires ont été remises aux familles des victimes précisant si ces restes humains ont été identifiés par les empreintes digitales ou par analyse ADN.

Cependant, par la suite, le Pentagone a justifié l'absence de débris du Boeing, y compris des réacteurs, par la chaleur extrême qui aurait gazéifié le métal. On ne voit pas dans ces conditions que des restes humains aient pu être conservés.

Avions détournés ou pilotes automatiques ?

La théorie des avions détournés se fonde sur l'assimilation des aéronefs impliqués à des avions de ligne et sur la divulgation de communications téléphoniques entre les passagers et le sol.

De nombreuses personnes ont témoigné avoir reçu des appels de leurs proches à bord des avions. On a ainsi reconstitué la prise en otage des hôtes de l'air au moyen de cutters et la mutinerie des passagers à bord du vol UA93. Cette dernière a même donné lieu à deux films par Hollywood. Cependant, en 2006, lors du procès de Zacarias Moussaoui, suspecté d'avoir voulu se joindre aux pirates de l'air, le FBI a attesté que les appels téléphoniques entre des avions à haute altitude et le sol étaient impossibles avec la technologie de 2001. Les vérifications opérées ont montrés que tous ces témoignages sont faux, soit qu'ils aient été inventés, soit que les réceptionnistes aient été abusés.

Le FBI n'a fait aucun commentaire sur le cas de Theodore Olson, avocat de George W. Bush durant l'élection présidentielle, puis procureur général des États-Unis, qui avait témoigné avoir reçu deux appels de son épouse, la journaliste de Fox TV Barbara Olson, disparue avec le vol 77.

Le procureur général des États-Unis, Theodore B. Olson, a menti en assurant avoir reçu deux coups de téléphone de son épouse depuis le vol 77. La journaliste de Fox aurait donné des détails sur la « prise d'otages ». Le FBI a révélé qu'aucune communication n'avait émané du téléphone portable de Barbara Olson. Une hypothèse explicative peut être avancée en consultant des archives déclassifiées de Robert McNamara. En 1962, l'état-major interarmes des États-Unis proposa au président Kennedy une mise en scène pour justifier une attaque contre Cuba, l'opération Northwoods. Il s'agissait entre autres provocations de faire détruire en vol un avion de ligne états-unien par de faux Mig cubains.

Pour ce faire, l'armée avait récupéré deux Mig soviétiques dans un pays du tiers-monde et les avaient peints aux couleurs cubaines. Des figurants avaient été engagés. Ils devaient prendre un avion à Miami et l'on devait réaliser des films familiaux à cette occasion pour les utiliser ultérieurement dans les journaux télévisés. Une fois en vol, l'avion commercial devait couper son transpondeur pour que les radars civils ne l'identifient pas. Il pouvait alors être substitué à un avion sans passagers. Après que l'équipage ait sauté en parachute, l'avion devait continuer son vol en pilotage automatique puis être abattu par les faux Mig dans la baie de Miami devant des milliers de témoins. Pour crédibiliser l'affaire, l'état-major avait prévu de mettre en scène des conversations téléphoniques entre de faux espions cubains et de les faire intercepter par le FBI.

Appliqué au 11-Septembre, ce modèle permet d'expliquer la coupure des transpondeurs, les faux appels téléphoniques et l'absence de hublots aux avions qui ont percuté le WTC. La nouveauté est qu'en 2001, le Pentagone n'a plus besoin d'équipage pour faire décoller un Boeing 757. Il a la capacité technique de le faire décoller en mode drone. L'opération est plus souple.

Sur les lignes intérieures US où les vols sont très fréquents, les compagnies aériennes vendent plus de billets qu'elles n'ont de places. Les passagers attendent jusqu'à ce qu'on leur trouve une place libre dans un avion. Pourtant les quatre avions prétendument détournés n'étaient remplis qu'au tiers de leur capacité.

L'étude détaillée des listes des passagers réalisée par le quotidien iranien Kheyran montre que tous les disparus sont des familles d'employés du secrétariat à la Défense, de sociétés contractantes du Pentagone ou encore des proches de la Maison-Blanche comme Barbara Olson.

L'hypothèse d'un avion de ligne s'écrasant accidentellement sur le toit du Pentagone (et non pas frappant sa façade) a été étudiée dans les années 90. Le secrétariat à la Défense a même organisé plusieurs simulations sous la direction du commandant Charles Burlingame. Par la suite, cet officier a quitté le service actif et est devenu pilote de ligne chez American Airlines. C'est lui qui était aux commandes du vol 77 censé avoir touché le Pentagone.

Sans avions détournés, pas de pirates de l'air

Dans les trois jours qui suivirent les attentats, le département de la Justice, s'appuyant sur les indications données par les passagers par téléphone, établit le modus operandi des pirates de l'air, les identifia et reconstitua toute leur vie. Ainsi, c'est l'appel téléphonique d'un steward du vol AA11 qui permit de savoir que les pirates étaient au nombre de cinq dans cet avion et que leur chef était le passager du siège 8D, Mohammed Atta.

Mais nous savons aujourd'hui que ces appels téléphoniques sont des faux et que les avions n'ont pas été détournés, mais substitués. Plus désagréable, les listes des passagers fournies par les compagnies d'aviation dans les heures suivant les attentats montrent qu'aucun des 19 présumés pirates n'a embarqué.

Le secrétaire à la Justice, John Ashcroft, a menti en désignant 19 pirates de l'air. Aucun des suspects ne figure sur les listes d'embarquement des compagnies aériennes. Il existe cependant une « preuve » que Mohammed Atta se trouvait à bord de l'avion qui percuta la tour nord. Quelques jours plus tard, alors que le WTC n'était plus qu'un tas de ruines fumantes, un agent de police y découvrit le passeport intact du pirate. Tout avait été détruit sauf la pièce à conviction providentielle.

Ce rebondissement paraissant peu crédible, l'administration Bush diffusa les images d'une caméra de surveillance d'aéroport montrant Atta et son compagnon al-Omari à l'embarquement. Las ! Ces images ont bien été tournées le 11 septembre 2001, mais à l'aéroport de Portland où les deux hommes auraient transité et non pas à celui de Boston d'où a décollé le vol AA11.

Jamais à court d'idées, le Sunday Times de Rupert Murdoch publia en 2006 une vidéo aimablement fournie par le département US de la Défense, datée de 2000, et montrant Atta en Afghanistan dans un camp d'Oussama ben Laden.

L'examen de la liste officielle des pirates de l'air kamikazes ne laisse pas de surprendre. Certains individus se sont manifestés après les attentats. Par exemple, Walid al-Asheri, qui aurait fait partie de l'équipe d'Atta dans le vol AA11, est un pilote de ligne de Royal Air Maroc. Il vit à Casablanca où il a donné plusieurs conférences de presse jusqu'à ce que le palais royal lui demande de se montrer plus discret.

Cependant 13 des 19 présumés pirates sont des mercenaires ayant participé préalablement à des opérations terroristes organisées par le prince Bandar bin-Sultan pour le compte de la CIA en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine et/ou en Russie. Il s'agit de Khalid Almihdhar, les frères Salem et Nawaf Alhazmi,

Ahmed Alhaznawi, Ahmed et Hamza Alghamdi, Wail, Waleed et Mohand Alshehri, Ahmed Alnami, Fayed Ahmed Banihammad, Majed Moqed. Ils ont combattu aussi bien pour l'Émirat islamique des taliban que pour celui d'Itchkérie.

Le prince Bandar fut nommé ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington par le roi Fadh dès qu'il monta sur le trône, en 1982, après l'assassinat de son prédécesseur par un prince toxicomane armé par la CIA. Il conserva cette fonction jusqu'à l'agonie du monarque, en 2005. Vite considéré par George Bush père comme un fils adoptif, il est connu dans le monde arabe sous le sobriquet de « Bandar Bush ». Disposant de facilités diverses, il géra durant une vingtaine d'années une sorte de caisse noire de la CIA alimentée par des pots-de-vin versés en marge de contrats d'armement, comme le célèbre contrat al-Yamamah impliquant les plus hautes personnalités britanniques. Il recruta également des mercenaires dans les milieux islamistes pour toutes sortes d'opérations secrètes dans le monde musulman, du Maroc au Xinjiang chinois.

Éludant les questions sur les présumés pirates de l'air, l'administration Bush a préféré focaliser les débats sur la personnalité d'Oussama ben Laden. Le célèbre golden boy saoudien était le frère de Salem ben Laden, l'associé à Houston de George W. Bush au sein de la société pétrolière Harken Energy. Il avait été recruté à Beyrouth par le conseiller national de sécurité US Zbigniew Brzezinski à la fin des années 70. Il avait alors intégré la Ligue anticommuniste mondiale et organisé le financement des moujahidin contre les Soviétiques en Afghanistan. Sa « Légion arabe » avait été ultérieurement utilisée sur d'autres théâtres d'opération, notamment en Bosnie-Herzégovine. Après avoir été une personnalité de la jet set, la CIA lui avait forgé une image de religieux fanatique pour servir de paravent aux actions du prince « Bandar Bush ». En effet, si aucun islamiste ne pouvait accepter de servir la monarchie corrompue et honnie de Fadh, beaucoup trouvèrent valorisant le fait de suivre le personnage Oussama ben Laden avec sa rhétorique intégriste et anti-occidentale. « Sheikh Oussama » n'en restait pas moins une pièce majeure de la CIA sur l'échiquier moyen-oriental. Un chef d'État arabe a confié en détail à l'auteur de ces lignes comment il lui avait rendu visite, à l'été 2001, à l'hôpital américain de Dubai, où il subissait un traitement lourd pour ses reins. Selon ce témoin privilégié, ben Laden recevait dans sa chambre en présence de ses collaborateurs de la CIA

En 2001, Oussama ben Laden était un inconnu pour le public US, excepté pour les fans de Chuck Norris qui avaient vu au cinéma son « Ground Zéro ». Pendant 8 ans, l'administration Bush distilla à la presse une série de cassettes audio et vidéo du « sheikh » Oussama pour relancer le feuilleton de la guerre au terrorisme.

Dans l'une des cassettes les plus célèbres, il revendique avoir calculé comment deux Boeing pourraient provoquer l'effondrement des tours jumelles et avoir également commandité l'avion contre le Pentagone. Deux exploits que nous savons aujourd'hui imaginaires.

En 2007, l'Institut suisse d'intelligence artificielle Dalle Molle, considéré comme disposant de la meilleure expertise au monde en matière de reconnaissance vidéo et vocale, a étudié l'ensemble des cassettes disponibles d'Oussama ben Laden. Il a conclu avec certitude que tous les enregistrements postérieurs à la fin septembre 2001 sont des faux. Ceci inclut la cassette des aveux.

Le directeur central de la CIA, George Tenet, a menti en authentifiant des enregistrements audio et vidéo d'Oussama Ben Laden postérieur à fin septembre 2001. L'Institut suisse d'intelligence artificielle Dalle Molle —dont l'expertise est reconnue par les tribunaux internationaux— a établi qu'ils sont tous faux. Y a-t-il une armée aux USA ?

Cette accumulation d'éléments invalidant la théorie officielle de l'administration Bush ne saurait masquer le plus incongru : durant cette terrible journée, « l'armée la plus puissante du monde » a semblé impuissante, voire absente.

Alors que la procédure d'interception prévoit que les chasseurs doivent établir un contact visuel avec les avions détournés en quelques minutes, pas un seul d'entre eux n'a réussi à approcher un des avions détournés. Sommé de s'expliquer sur cette incurie et de rendre des comptes, le général Richard Myers, chef

d'état major adjoint qui assurait la permanence durant le voyage en Europe de son supérieur, s'est mis à bredouiller devant les parlementaires. Il n'a pas été capable de se souvenir de son emploi du temps personnel et n'a cessé de se contredire.

Frappé d'amnésie, le chef d'état-major inter-armes par intérim, le général Richard Meyers, a affirmé aux parlementaires ne pas se souvenir de ce qu'il a fait le 11 septembre. Pourtant, l'armée était en état d'alerte ce jour-là. Elle avait planifié son plus important exercice annuel : Global vigilance. Il s'agissait d'un jeu de guerre simulant une agression par des bombardiers nucléaires russes passant par le Canada. L'exercice mobilisait toute l'armée de l'air et les moyens de surveillance satellitaire US. Il était dirigé depuis la base d'Offutt où se trouvaient Warren Buffet et ses amis patrons du WTC et où le président Bush se rendit dans l'après-midi.

Ce jour plus que tout autre, les avions de guerre US étaient dans les airs, leurs satellites étaient positionnés et leur état-major observait les avions civils pour éviter les accidents.

L'armée US n'était pas la seule sur le pied de guerre. Les états-majors des grandes puissances étaient eux aussi en alerte, observant et évaluant la démonstration de puissance US. Lorsque le cataclysme s'abattit sur les États-Unis, chacun chercha à en comprendre l'origine et à en suivre les péripéties.

En Russie, le président Vladimir Poutine tenta de joindre d'urgence son homologue US pour lui garantir que Moscou n'était en aucun cas impliqué dans ces crimes et prévenir ainsi une riposte injustifiée. Mais le président Bush refusait de prendre la communication comme si cette confirmation lui paraissait inutile. Le chef d'état-major interarmes russe de l'époque, le général Leonid Ivashov, commanda des études sur chaque point trouble au fur et à mesure qu'il était identifié. C'est l'effondrement vertical rapide des tours jumelles qui convainquit ses experts que le scénario officiel était un leurre cachant une vaste mise en scène. Trois jours après les attentats, il avait reconstitué l'essentiel du drame et pouvait affirmer qu'il s'agissait d'un affrontement interne entre dirigeants US. Selon lui, l'opération avait été commanditée par une faction du complexe militaro-industriel US et réalisée par une société militaire privée.

La révolte de l'esprit

Soumis à une propagande pesante incluant des deuils nationaux dans certains pays et des minutes de silence obligatoire dans l'Union européenne, l'opinion publique occidentale restait hébétée, incapable de réfléchir aux événements. Déjà les bruits de bottes résonnaient en Afghanistan.

Pourtant l'auteur de ces lignes commença à publier une série d'articles sur Internet pour questionner la version officielle. D'abord édités en français, ils furent bientôt traduits en diverses langues et firent débat. Un livre récapitulatif, L'Effroyable imposture, publié six mois plus tard et traduit en 28 langues initia un mouvement de contestation. En Allemagne l'ancien ministre Andreas von Bülow, au Portugal l'ancien directeur régional de la CIA Oswald Le Winter, au Royaume-Uni le politologue Nafeez Mosaddeq Ahmed, aux États-Unis l'historien Webster Tarpley publiaient de nouveaux éclairages. À partir de quoi la contestation évolua en deux directions simultanées.

L'auteur de ces lignes mena campagne dans le monde entier, rencontrant les plus hauts responsables politiques, diplomatiques et militaires et mobilisant des institutions internationales. Cette action permit d'expliquer le plan néo-conservateur de « choc des civilisations » et d'en limiter l'effet létal.

D'autre part, aux États-Unis, les familles des victimes, après avoir maudit la contestation, commencèrent à se poser des questions et à exiger une enquête. L'administration Bush menaçait les trublions, comme le milliardaire Jimmy Walter contraint à l'exil, bloqua toute intervention du Congrès et constitua une Commission présidentielle. Celle-ci rendit un rapport qui conclut sans surprise à l'innocence de l'administration et à la culpabilité d'Al Qaeda, mais ne divulguait pas les « informations claires et indiscutables » tant attendues. Des amateurs réalisèrent des montages vidéo pour visualiser les incohérences de la version officielle et les diffusèrent via Internet, comme le célèbre Loose Change. Des associations professionnelles pour la Vérité sur le 11-Septembre se constituèrent : architectes et ingénieurs, pompiers,

juristes, médecins, religieux, universitaires, artistes, politiques. Ils sont aujourd'hui des dizaines de milliers de membres et ont convaincu la majorité de leurs concitoyens que Washington ment. Ils se sont trouvé un leader, le professeur de logique et de théologie David Ray Griffin.

La propagande officielle anglo-saxonne est parvenue jusqu'à présent à limiter les effets de cette contestation. D'abord, elle s'est arrangée pour que le public occidental ignore tout du débat à l'échelle mondiale. Aucune des déclarations de chefs d'État ou de gouvernement étrangers exprimant des doutes n'a été relayée par la presse occidentale, isolée du reste du monde par un nouveau rideau de fer. Ensuite, les contestataires occidentaux ont été soit présentés comme des illuminés, soit assimilés à ce qui fait le plus peur, l'extrême droite antisémite.

L'élection du président Obama n'a pas fait évoluer le débat. Le site internet de la Maison-Blanche, qui invitait les citoyens états-uniens à faire connaître leurs préoccupations, a été assailli d'e-mails demandant l'ouverture d'une enquête judiciaire sur le 11-Septembre. Il y a été répondu laconiquement : la nouvelle administration souhaite se tourner vers le futur et non remuer les douleurs du passé.

Durant sa campagne électorale Barack Obama a fait relire à l'avance tous ses discours par Benjamin Rhodes, un jeune écrivain qui est le rédacteur du rapport de la Commission présidentielle Kean-Hamilton. Il a veillé à ce qu'aucune allusion au 11-Septembre ou à ses protagonistes ne puisse ouvrir la boîte de Pandore. Rhodes est aujourd'hui à la Maison-Blanche et siège au Conseil de sécurité nationale. Tous les membres de l'administration Obama ont été priés d'abjurer les déclarations qu'ils avaient pu faire par le passé exprimant des doutes sur la version officielle. Un conseiller principal, Van Jones, qui a refusé de se dédire a été contraint à la démission.

Cependant, des événements de la plus haute importance rendent possible aujourd'hui une clarification sur les attentats. Le roi Fahd est mort en août 2005. Le roi Abdallah lui a succédé et a progressivement cherché à dénouer les liens étouffants du royaume saoudien avec les États-Unis. Dans un premier temps, le prince Bandar est devenu conseiller national de sécurité, mais ses relations avec le roi se sont détériorées. En définitive, au début de l'été 2009, Bandar aurait imprudemment tenté de liquider le monarque et de placer son père Sultan sur le trône. Depuis, on est sans nouvelles de « Bandar Bush » et de près de 200 membres de son clan, certains seraient exilés avec lui au Maroc, d'autres seraient emprisonnés. Les langues pourraient désormais se délier.

Thierry Meysan

Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : L'Effroyable imposture 2, éd. JP Bertrand (2007).